

Unité interdépartementale des deux Savoie

Chambéry, le 06/05/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **VICAT**

Lieu-dit Pierre Grosse  
73000 MONTAGNOLE

Références : 20220505-RAP-InspCarriereVicat\_Montagnole\_Vf

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/05/2022 dans l'établissement VICAT implanté Lieu-dit Pierre Grosse 73000 MONTAGNOLE. L'inspection a été annoncée le 27/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Un dossier de demande de renouvellement et d'extension de la carrière est en cours d'instruction par l'inspection. Une enquête publique devrait avoir lieu cet automne. Dans l'attente de la finalisation de l'instruction administrative du dossier de demande d'autorisation, l'exploitant souhaite prolonger son autorisation actuelle pour une durée de 2 ans.

L'inspection s'est déroulée en salle, puis une visite de terrain a permis de visualiser les points singuliers sur lesquels l'exploitant devra porter une attention particulière dans le cadre des modifications demandées.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- VICAT
- Lieu-dit Pierre Grosse 73000 MONTAGNOLE
- Code AIOT dans GUN : 0006101590
- Régime : Autorisation

La carrière de MONTAGNOLE est actuellement autorisée par les arrêtés préfectoraux suivants :

- Arrêté Préfectoral du 11 Mai 1992, autorisant la Société VICAT à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaires, sur le territoire de la commune de MONTAGNOLE. La superficie autorisée représente environ 100 ha et la durée de l'exploitation est fixée à 30 ans ;
- Arrêté Préfectoral complémentaire du 19 Septembre 2007, autorisant la Société VICAT à poursuivre l'exploitation de la carrière de MONTAGNOLE sur une superficie plus restreinte

(environ 72 ha), en raison de sa renonciation à l'exploitation de certaines parcelles auparavant autorisées. La production maximale annuelle est fixée à 300 000 tonnes. La durée de l'exploitation n'est pas modifiée ;

- Arrêté Préfectoral complémentaire du 22 Avril 2016, portant enregistrement d'une installation de traitement d'une puissance globale de 530 kW environ sur le site de MONTAGNOLE.

L'autorisation d'exploiter arrive à échéance le 11 mai 2022.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Aucune fiche de constats ne fait pas l'objet de propositions de suites administratives.

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Concernant le résultat de la visite, aucune non-conformité n'a été relevée. Les observations formulées doivent permettre de préciser le dossier modification demandée.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Dossier demande de prolongation d'exploiter une carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement
<b>Thème(s) :</b> Dossier demande de prolongation d'exploiter une carrière
<b>Prescription contrôlée :</b> Bilan des quantités extraites et restantes
<b>Constats :</b> Le dossier de demande de prolongation ne fait pas le bilan des volumes extraits depuis 1992 et des volumes restant à exploiter. Ce bilan doit permettre d'évaluer la cohérence entre la durée de prolongation demandée et le gisement restant.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit compléter son dossier avec un bilan matière des matériaux extraits et restant à extraire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Dossier demande de prolongation d'exploiter une carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R181-46
<b>Thème(s) :</b> Dossier demande de prolongation d'exploiter une carrière
<b>Prescription contrôlée :</b> Caractère substantiel de la demande
<b>Constats :</b> Le dossier ne justifie pas la qualité de la demande de modification. Ainsi en application de l'article R 181-46 du code de l'environnement, le dossier doit démontrer si la demande est jugée substantielle ou non. Pour mémoire l'article R 181-46 demande : " I. Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui : 1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ; 2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ; 3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3.  La délivrance d'une nouvelle autorisation environnementale est soumise aux mêmes formalités que l'autorisation initiale.  II. Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. "
<b>Observations :</b> L'exploitant doit se positionner de manière plus explicite sur le caractère substantiel ou non de sa demande de modification, en application de l'article R 181-46 du Code de l'environnement.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Dossier demande de prolongation d'exploiter une carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement
<b>Thème(s) :</b> Dossier demande de prolongation d'exploiter une carrière
<b>Prescription contrôlée :</b> Phasage d'exploitation pour les deux années demandées en prolongation.
<b>Constats :</b> Le dossier ne présente pas le phasage d'exploitation qui sera mis en œuvre si la prolongation est retenue
<b>Observations :</b> L'exploitant doit transmettre un plan de phasage de l'extraction pour la durée de la prolongation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Dossier demande de prolongation d'exploiter une carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement
<b>Thème(s) :</b> Dossier demande de prolongation d'exploiter une carrière
<b>Prescription contrôlée :</b> Calcul des garanties financières pour les deux années demandées en prolongation
<b>Constats :</b> Le dossier ne présente pas le nouveau calcul des garanties financières pour la durée de la prolongation.
<b>Observations :</b> Compte tenu du plan de phasage qui sera proposé, le dossier doit mettre à jour le calcul des garanties financières.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet